



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Carrefour numérique canadien (CNC) : Rapport d'étape

Conseils mixtes – CPSSP/CDPISP

Février 2016

Toronto (Ontario)

Un effort renouvelé en faveur des services numériques

- Le premier ministre a enjoint le président du Conseil du Trésor d'élaborer, de concert avec la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, une nouvelle stratégie de service visant à créer un guichet unique en ligne pour l'ensemble des services gouvernementaux, ainsi que de nouvelles normes sur le rendement, et d'évaluer rigoureusement le rendement des principaux services fédéraux. Cette exigence a ravivé le besoin dans l'administration fédérale d'un partage en temps réel des renseignements d'identité
- Les besoins du gouvernement fédéral, au chapitre du partage en temps réel de l'information sur l'identité, s'en trouvent ravivés.
- Les lettres de mandat qui ont été diffusées récemment énoncent clairement les priorités du gouvernement au chapitre de l'amélioration des services, notamment :
 - l'élaboration de nouvelles stratégies;
 - l'amélioration et l'élargissement des services actuels;
 - l'application de nouvelles normes de service;
 - la mesure du rendement et la déclaration des résultats
- Cela appuierait aussi la vision que proposent les conseils mixtes, à savoir un gouvernement numérique pancanadien, y compris :
 - « Offrir des services publics de premier ordre »,
 - « Créer un gouvernement numérique de premier ordre pour les Canadiens »

CNC : Un élément clé des services numériques

- Les *renseignements d'identité* constituent l'élément central de la relation entre le client et le gouvernement et ils représentent le point de départ des services gouvernementaux
- Un écosystème constitué de processus, de politiques, d'antécédents, et de services de vérification et d'avis permet de gérer les renseignements d'identité (gestion de l'identité), et ces éléments doivent reposer sur la confiance.
- Certaines initiatives sont des éléments clés pour la réussite de l'approche « une fois suffit! » en matière de prestation de services. Elles permettent de renforcer l'infrastructure, les processus et les normes en vue d'améliorer les pratiques observées en matière de gestion de l'identité et de permettre aux ministères de simplifier leurs interactions avec les clients.
- Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et Emploi et Développement social Canada préparent une analyse de rentabilisation pour le **Carrefour numérique canadien (CNC)**, un service de validation de l'identité qui aidera les ministères fédéraux et d'autres ordres de gouvernements à simplifier l'interaction avec les clients. Il s'agit d'un élément fondamental d'une approche mettant l'accent sur le client, et qui permet aux administrations de s'échanger des renseignements en toute sécurité.

CNC : Un élément clé des services numériques

- Un service en temps réel, adaptable et économique qui permettra à tous les ordres de gouvernements de confirmer de manière sécuritaire les renseignements d'identité d'une personne, en vue d'appuyer la prestation de services en ligne aux clients à l'échelle du Canada.

- **Trois fonctions principales du CNC :**

La confirmation ou la **VALIDATION** électronique des renseignements d'identité d'une personne (p. ex., naissance, décès, statut d'immigration) à tous les ordres de gouvernements. Les validations requièrent une réponse par « vrai » ou « faux », et elles reposent sur une norme pancanadienne :

Exemple : « Cette personne demande un permis de conduire. Prière de confirmer que son nom, sa date de naissance et sa citoyenneté sont exacts. »

La **NOTIFICATION** d'un changement dans les renseignements d'identité personnels par suite d'un événement de la vie

Exemple : « Cette personne est décédée; veuillez mettre vos bases de données à jour. » Ce message peut déclencher un examen de l'admissibilité continue et des droits.

L'EXTRACTION de renseignements personnels, qui consiste à valider l'identité d'une personne et à obtenir des renseignements connexes supplémentaires. Les ministères doivent prouver qu'ils ont l'autorisation de recueillir ces renseignements additionnels.

Exemple : « Cette personne demande un permis de conduire. Prière de confirmer que son nom, sa date de naissance et sa citoyenneté sont exacts, et de me transmettre les pseudonymes qui figurent au dossier. »

Le CNC n'est ni une solution de remplacement des services en personne, ni une base de données nationale sur l'identité ou les cartes d'identité.

Une composante de base du cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité

Identité numérique de confiance

Représentation électronique fiable de ma propre personne



Est-ce la même personne?

Services Connexion d'utilisateur

Ensemble de services qui garantit que l'utilisateur d'un justificatif personnel est la même personne à laquelle il a été émis.

- ☐ Émission d'un justificatif ✓
- ☐ Authentification d'un justificatif ✓
- ☐ Recouvrement d'un justificatif ✓
- ☐ Révocation d'un justificatif ✓

Est-ce une personne réelle?

Services de personne confirmée

Ensemble de services qui identifie une seule et même personne réelle; qui garantit que les renseignements d'identité sont exacts et à jour; et que les demandes et les mesures peuvent être attribuées à cette personne.

- ☐ Résolution de l'identité
- ☐ Établissement de l'identité
- ☐ Validation de l'identité **CNC**
- ☐ Vérification de l'identité
- ☐ Maintien de l'identité **CNC**

L'utilisateur a-t-il accepté?

Services de liaison et d'autorisation

Ensemble de services qui établit un lien entre un justificatif et l'identité d'une personne confirmée et/ou l'autorisation accordée par la personne.

- ☐ Détermination d'un justificatif
- ☐ Établissement de liens pour déterminer l'identité
- ☐ Autorisation du propriétaire

Approche pancanadienne

Normes, spécifications, certifications

Protection des renseignements personnels, sécurité, prestation de services, organisation

Partenaires de confiance

Fournisseurs de services des secteurs public et privé

Évolution vers le CNC :

TRANSFERTS DE DONNÉES D'ÉTAT CIVIL

L'ARC, Statistique Canada et EDSC utilisent des données d'état civil provenant d'organes provinciaux.

Des liaisons point-à-point distinctes ont été établies avec chacune des provinces.

EDSC possède des ententes: *Programme des Liens avec les données d'état civil* avec les Provinces. Statistique Canada et l'Agence de revenu du Canada ont en place leurs propres ententes avec chacune des provinces.

BSEC et MS des provinces

Partie ayant autorité

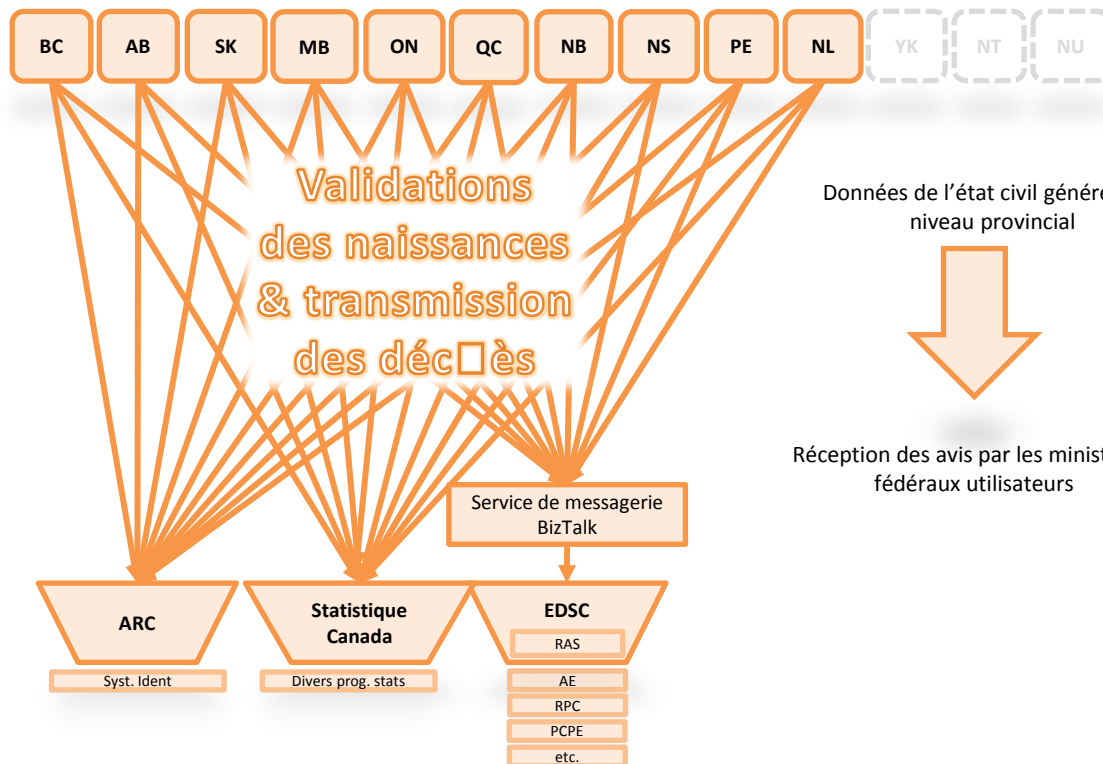
- Délivrance de certificats de naissance
- Enregistrement des décès

ARC / Statistique Canada / EDSC

Partie utilisatrice

- Les certificats de naissance et les avis de décès sont transmis aux trois ministères fédéraux.
- Validation des naissances pour EDSC.

Bureaux des statistiques d'état civil (BSEC) et ministères de services (MS) des provinces



Évolution vers le CNC :

Projet sur les liens d'identité (PLI)

Le **PLI** vise à soutenir la modernisation des passeports et d'autres besoins opérationnels d'IRCC en mars 2017. Le PLI constituera une approche pionnière du CNC.

BSEC et MS des provinces

Partie ayant autorité

- Délivrance de certificats de naissance
- Enregistrement des décès

Partie utilisatrice

- Validation des données de citoyenneté et d'immigration par rapport aux données d'IRCC.

EDSC/IRCC

Partie utilisatrice EDSC :

- Réception des demandes de NAS et de cert. de naiss.
- Validation des données des cert. de naiss.
- Réception des avis de décès
- Validation des données de citoyenneté et d'immigration par rapport aux données d'IRCC (SMGC).

IRCC :

- Validation des données des cert. de naiss.
- Réception des avis de décès

Partie ayant autorité

IRCC :

- Délivrance de documents de citoyenneté et d'immigration

Bureaux des statistiques d'état civil (BSEC) et ministères de services (MS) des provinces



Validations
des naissances
& transmission
des décès

Validation des
données de
citoyenneté et
d'immigration

Validations
des données
de naissances

Service de messagerie
BizTalk

Bus de services
ministériel

EDSC

RAS

AE

RPC

PCPE

etc.

IRCC

SMGC

Passeport

Immigration

Citoyenneté

ARC

Statistique
Canada

AAC

AAC

ÉLECTIONS

AINC

ISDE

SPAC

ACC

Norme d'échange de données : SNA



Évolution vers le CNC :

CARREFOUR NUMÉRIQUE CANADIEN (CNC)

Le CNC sera un service en temps réel, adaptable et économique qui permettra à tous les ordres de gouvernement de confirmer de manière sécuritaire l'information sur l'identité de personnes en vue d'appuyer la prestation de services en ligne aux clients à l'échelle du Canada.

Le CNC permet à davantage de partenaires de tirer profit d'échanges de données communes.

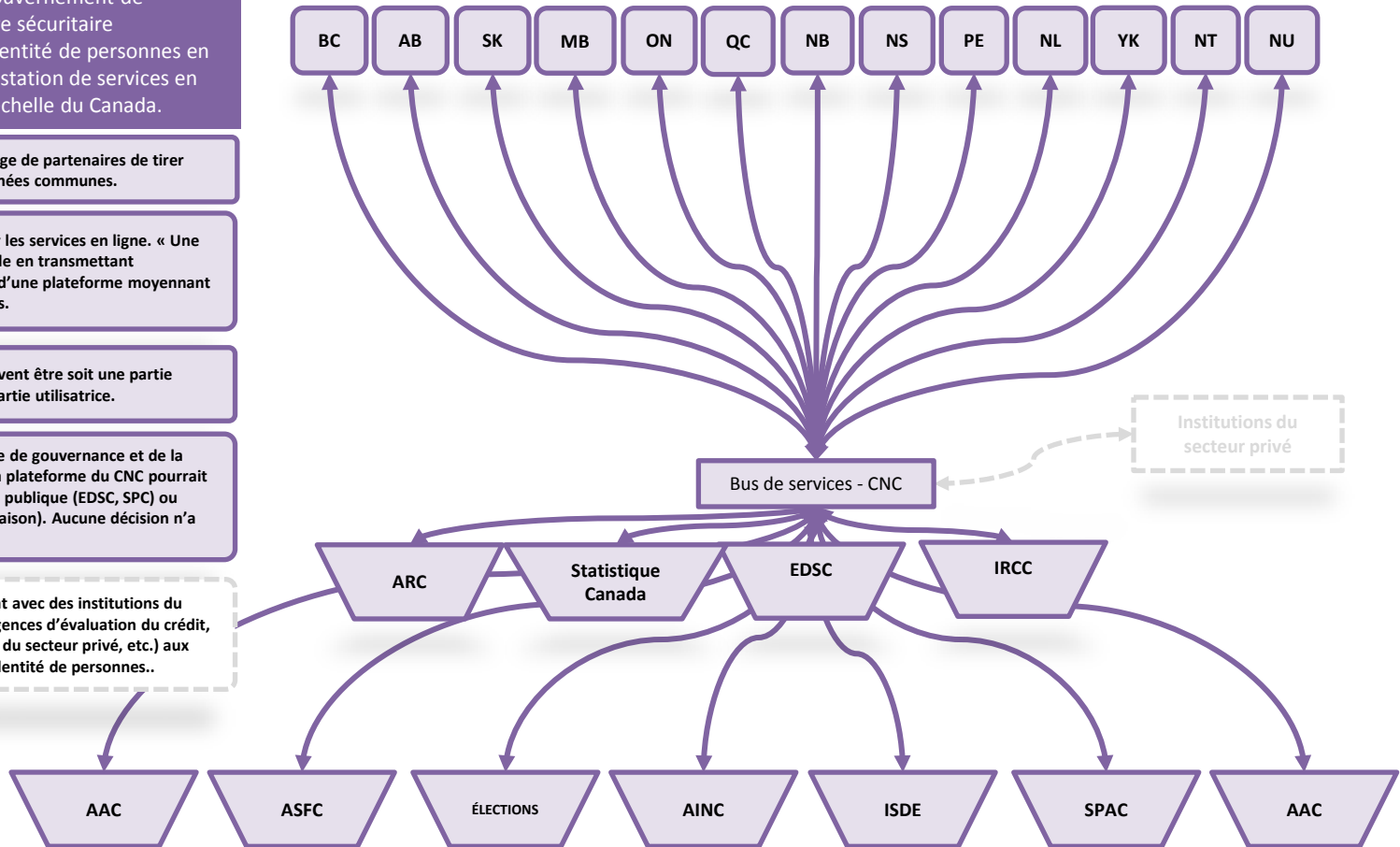
Il est possible d'améliorer les services en ligne. « Une fois suffit », c'est réalisable en transmettant l'information par le biais d'une plateforme moyennant de nouvelles autorisations.

Les membres du CNC peuvent être soit une partie ayant autorité, soit une partie utilisatrice.

Reste à décider du modèle de gouvernance et de la responsabilité du CNC. La plateforme du CNC pourrait être administrée de façon publique (EDSC, SPC) ou privée (tiers, PPP, combinaison). Aucune décision n'a été prise.

Possibilité d'un partenariat avec des institutions du secteur privé (banques, agences d'évaluation du crédit, validation pour le compte du secteur privé, etc.) aux fins de la validation de l'identité de personnes..

Bureaux des statistiques d'état civil (BSEC) et ministères de services (MS) des provinces/territoires



Norme d'échange de données :
Spécific. – échange de données - CNC

Élaboration d'une analyse de rentabilisation : Progrès récents

EDSC et le **SCT** progressent bien et sont en voie d'achever une analyse de rentabilisation d'ici le printemps de 2016

Parmi les activités principales complétées, mentionnons :

Évaluation des besoins opérationnels du gouvernement fédéral

- ✓ Un questionnaire sur les besoins opérationnels a été distribué en octobre aux ministères fédéraux participants afin de déterminer les principales utilisations opérationnelles du CNC.
- ✓ Un résumé des réponses reçues et des exigences communes est rédigé.

Détermination des lacunes au niveau des pouvoirs

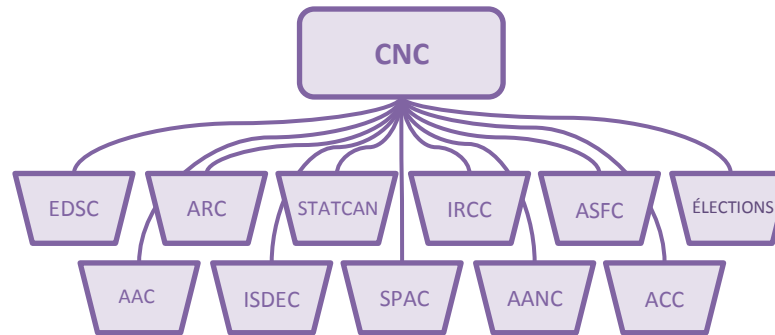
- ✓ Le SCT mène des consultations bilatérales avec les services juridiques et les experts opérationnels pour déterminer s'il existe des pouvoirs au titre du partage de renseignements.
- ✓ EDSC a obtenu des options et des avis juridiques au titre des autorisations de fournir des services d'échange de renseignements aux provinces et aux territoires.



Mobilisation

- ✓ Mobilisation continue des provinces et des territoires au moyen de réunions multilatérales (p. ex., 3^e sommet annuel pancanadien sur l'identité à Ottawa, du 25 au 27 novembre 2015) et de réunions bilatérales (p. ex., travaux techniques et opérationnels ciblés en cours avec des chefs de file de la C-B, de l'AB et de la N-É) afin de comprendre leurs priorités et d'établir leur état de préparation à l'adoption du CNC.
- ✓ Questionnaire sur les besoins opérationnels distribué en décembre; réception de 3 réponses (autres réponses attendues en février).

Mise à jour : Évaluation des besoins opérationnels – Partenaires fédéraux

- Les 11 ministères/organismes fédéraux qui ont été contactés ont précisé leurs besoins opérationnels



- L'analyse préliminaire du questionnaire sur les besoins opérationnels met en lumière les fonctions de  validation et de  notification qui couvriront la plupart des besoins opérationnels du ministère.
- La question de la validation de l'identité en passant par une source autorisée secondaire (p. ex., RAS, permis de conduire, etc.) revient également souvent dans les commentaires.
- Certains partenaires fédéraux ont identifié la capacité d'identifier les numéros d'entreprise comme un besoin potentiel de CDI
- Les séances avec les partenaires fédéraux visant à peaufiner le questionnaire sont presque terminées.

Mise à jour : Principaux pouvoirs juridiques

- Le gouvernement fédéral examine les **pouvoirs liés à l'échange de renseignements personnels** dans le cadre du CNC.
 - L'analyse juridique initiale a permis d'établir que la majorité des ministères fédéraux ont une autorisation législative suffisante pour valider l'identité. Cela dit, la plupart des ministères doivent tout de même conclure des accords de partage de renseignements.
 - Les approches et les calendriers sont en cours d'évaluation afin de régler les problèmes en suspens.
- Aussi à la tête d'efforts visant à déterminer les **pouvoirs requis pour créer ou héberger l'infrastructure fédérale du CNC**.
 - Examen de la complexité de l'hébergement de l'infrastructure à l'appui des messages de PT à PT également, si tel est le souhait.
- Le Commissariat à la protection de la vie privée sera tenu au courant en mars 2016 des progrès accomplis et des principales considérations en matière de protection des renseignements personnels.

Le CNC n'est qu'une étape vers la prestation de services numériques

- Bon nombre d'autres modifications devront être apportées aux processus de conception et d'intégrité des programmes et services dans les ministères fédéraux, de même que dans les ministères provinciaux pour créer et simplifier l'expérience des utilisateurs.
- Il faudra notamment raffermir l'intégrité et/ou rationaliser les processus opérationnels pour les applications et l'inscription ou pour déterminer l'admissibilité ou les droits.
- Dans le cadre d'une vision de gouvernement numérique pancanadien accordant la primauté à la clientèle, et de notre rôle de chef de file au sein de divers organes de gouvernance, nous aiderons les ministères à offrir à la clientèle des services pratiques, simples et protégés.

Prochaines étapes

Activités de développement du CNC

- Achèvement de l'analyse des pouvoirs juridiques et des besoins opérationnels fédéraux – Février 2016
- Achèvement de l'analyse des besoins opérationnels des provinces/territoires – Février 2016
- Achèvement des options du modèle de fonctionnement – Mars 2016
- Élaboration du projet de modèle de financement FPT – Février 2016
- Détermination des choix de solutions (secteurs public et privé) – Mars/avril 2016

Mobilisation

- Mobilisation du *commissaire à la protection de la vie privée* – Mars 2016
- Poursuite de la mobilisation bilatérale des P-T sur diverses tribunes, et de façon bilatérale pour tous les aspects du CNC et du PLI – Janvier à mars 2016

Prochaine réunion du Comité des SM SFI

- Retour devant les SM fédéraux avec un projet d'analyse de rentabilisation – Avril 2016
 - Les PT auront l'occasion d'examiner un projet en mars

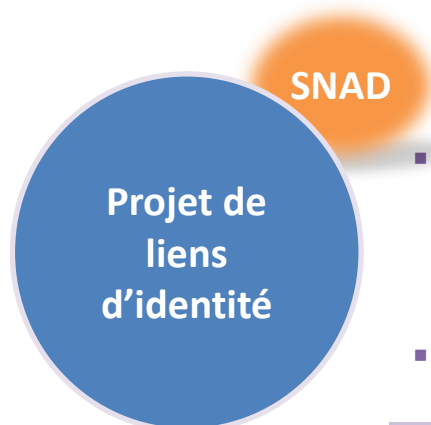
Questions à discuter

- Alors que nous élaborons l'analyse de rentabilisation du CNC, nous avons besoin de l'appui et de l'aide des membres du Conseil national mixte afin de solliciter et de coordonner les efforts en vue de commenter les besoins opérationnels de chaque administration.
 - Nous travaillons par l'entremise du Comité FPT de surveillance et de coordination pour solliciter les points de vue. Nous avons reçu trois réponses des provinces et des territoires jusqu'ici.
- Plusieurs ministères fédéraux ont établi que le CNC pourrait servir en dehors du cadre du partage des renseignements d'identité, comme pour les renseignements établissant l'admissibilité aux services. Compte tenu du caractère graduel de la mise en oeuvre, croyez-vous qu'il devrait s'agir là d'une exigence opérationnelle de l'état final?
- Quelles sont les principales considérations à inclure dans l'analyse de rentabilisation?

Annexes

Annexe A : Une approche pionnière pour le CNC -- Projet de liens d'identité

- Le **CNC** a été créé à l'appui de la *modernisation des passeports* grâce à la validation électronique des renseignements d'identité, mais les travaux n'ont pas progressé suffisamment pour respecter le calendrier d'IRCC.
- EDSC et IRCC ont créé le **Projet de liens d'identité (PLI)** pour appuyer la modernisation des passeports et d'autres besoins opérationnels de IRCC et pour faire avancer les travaux afin de respecter l'échéance de mars 2017 d'IRCC.



- Le **PLI** constituera une approche pionnière du **CNC** pour mettre à l'essai les principes et modèles clés d'échange de renseignements et guidera les solutions à plus long terme.
- Le **PLI** permettra à CIC de communiquer électroniquement avec les bureaux provinciaux de l'état civil ou avec les ministères provinciaux de prestation de services en utilisant l'infrastructure actuelle d'EDSC dans les provinces.
- L'objectif est de relier une province d'ici mars 2017, trois autres provinces d'ici la fin de 2017 et le reste des provinces d'ici la fin de 2018.

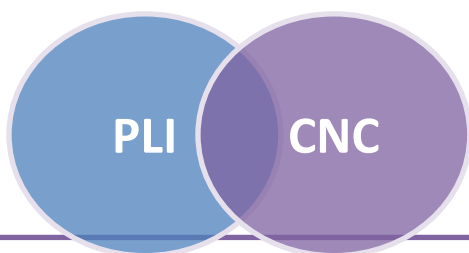
Le **Système national d'acheminement des données (SNAD)** permet actuellement des connexions point-à-point dans le cadre du projet de **Liens avec les données de l'état civil**.

Annexe B : Principaux liens et différences – PLI c. CNC

Le **PLI** est une version à plus petite échelle du **CNC** – comptant un moins grand nombre de partenaires et visant des fins très précises.

Principales ressemblances :

- ❑ Le **CNC** et le **PLI** utilisent tous deux un modèle d'échange de renseignement commun – en recourant à un « noyau » de bus de services qui facilite le flux de l'information entre les parties.
- ❑ Le **PLI** et le **CNC** seront tous deux utilisés aux fins de l'échange électronique d'éléments de renseignements personnels pour valider les renseignements d'identité d'une personne (p. ex., date de naissance) et aviser d'un décès.



Le **CNC** constituera une solution plus globale et à plus long terme qui dépassera la portée du **PLI**

Principales différences :

- ❑ Le **PLI** limite les connexions entre IRCC et les bureaux des statistiques de l'état civil (BSEC) et/ou les ministères provinciaux à des fins précises **c.** le **CNC**, qui permettra aux partenaires de se connecter les uns aux autres à plusieurs autres fins supplémentaires.
- ❑ Le **PLI** est conçu pour satisfaire aux besoins opérationnels d'IRCC d'ici 2017 **c.** le **CNC**, qui mènera à des groupes de services intergouvernementaux et à l'amélioration des services numériques.
- ❑ Le **CNC** permettra d'améliorer l'intégrité des services numériques en autorisant plusieurs sources de renseignements faisant autorité (p. ex., validation de l'identité en comparaison des registres de l'aide sociale et des permis de conduire des provinces et des territoires).